

Les Notes de l'IRASEC

N° 24

Jérémy Ianni

557
23



Épargne et grande pauvreté

L'expérience des familles du cimetière Nord de Manille, Philippines



IRASEC

Juillet 2026

Les « Notes de l'IRASEC » sont de courtes études de recherche ou d'expertise élaborées et proposées au gré de l'actualité politique, économique, sociale, diplomatique et culturelle. La collection est dirigée par Gabriel Facal et Jérémy Jammes.

The “Discussion papers” are short research or policy papers produced and published in response to developments in political, economic, social, diplomatic, and cultural affairs. The series is edited by Gabriel Facal and Jérémy Jammes.



L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (UAR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MEAE) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Depuis 2001, il étudie les évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les 11 pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut accueille des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des doctorants d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche français, qu'il accompagne dans leurs travaux. Il s'associe aussi des chercheurs de tous pays, en particulier d'Asie du Sud-Est. Il privilégie les démarches transversales et de coopération.

The Institute for Research on Contemporary Southeast Asia (UAR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MEAE) is a research center in the humanities and social sciences, jointly administered by the Ministry for Europe and Foreign Affairs and the National Center for Scientific Research (CNRS). Since 2001, it has been studying the political, social, and environmental changes underway in the 11 countries of the region. Based in Bangkok, the Institute hosts researchers, faculty members, and doctoral students from French higher education and research institutions, supporting them in their work. It also collaborates with researchers from all countries, particularly in Southeast Asia. It prioritizes interdisciplinary and cooperative approaches.

Bâtiment Alliance Française, 6^e étage, 179 Thanon Witthayu, Lumpini, Pathum Wan, Bangkok 10330, Thaïlande

Épargne et grande pauvreté : l'expérience des familles du cimetière Nord de Manille, Philippines

Jérémy IANNI

La microfinance et le microcrédit occupent une place centrale dans les politiques de lutte contre la pauvreté, comme l'illustre la prolifération de programmes de ce type portés par les organisations non gouvernementales (ONG). Toutefois, malgré l'essor de ces dispositifs, la grande pauvreté demeure largement répandue aux Philippines¹. Dès lors, quelles alternatives peuvent être envisagées pour permettre aux personnes concernées d'explorer d'autres manières de penser et de pratiquer l'argent ?

La recherche que nous² avons menée de 2023 à 2024 s'inscrit dans ce questionnement et se centre sur la pratique de l'épargne dans un contexte de grande pauvreté : le cimetière Nord de Manille. Depuis 2015, une organisation de la société civile, le mouvement Agir tous pour la dignité (ATD) Quart Monde, y propose à une centaine d'habitants et d'habitantes d'épargner sans montant minimum, sans obligation de justifier les retraits et sur la base du libre choix d'adhésion. Cette initiative constitue le terrain de la recherche présentée dans cette Note.

Cette recherche s'inscrit naturellement dans le champ des Sciences de l'Éducation et de la Formation (SEF), en premier lieu car elle porte sur un dispositif d'éducation populaire, en second lieu parce qu'elle mobilise une approche ancrée dans ce champ disciplinaire. Enfin, elle considère ce terrain non comme un simple lieu d'observation, mais comme un espace d'apprentissages.

¹ François-Xavier Bonnet, 2023, « Philippines. Le retour du clan Marcos », in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2023*, Bangkok : IRASEC, p. 429-440, mentionne les chiffres suivants : espérance de vie la plus faible pour les hommes (66,6 ans) dans toute l'Asie du Sud-est, 10,1 millions de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire, 28,7 % des enfants présentant un retard de croissance et 23,7 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté nationale.

² Le « nous » correspond au collectif de recherche : un groupe composé de praticiens et praticiennes dans le champ de l'éducation populaire (trois personnes), d'habitantes du cimetière (deux personnes) et de moi-même, alors doctorant contractuel en SEF à l'Université Paris 8. Cette recherche a été soutenue par la MSH (Maison des Sciences de l'Homme) Paris-Nord et ses tutelles dans le cadre de son Appel à projet annuel 2024.

Les SEF couvrent un vaste ensemble de travaux, allant de l'étude de la didactique et de la pédagogie à celle des apprentissages expérientiels. La perspective expérientielle que nous avons retenue vise précisément l'étude de l'expérience, c'est-à-dire, dans ce contexte, des apprentissages qui se déploient à la fois dans un cadre non formel (un dispositif d'éducation populaire), et informel.

Notre enquête repose sur deux principales entrées analytiques : les discours et les pratiques³. Les discours renvoient à la manière dont les personnes se racontent, décrivent leur quotidien, rendent compte de leurs apprentissages ou expliquent leurs pratiques. Pour les recueillir, nous avons réalisé une trentaine d'entretiens non directifs avec des participantes au programme d'épargne, à partir d'une question volontairement ouverte et large, et qui pouvait être : « Peux-tu me parler de comment tu épargnes ? », ou bien « Peux-tu me parler de comment tu gères ton budget ?⁴ ». Ce choix a permis d'ouvrir des espaces de discussion simples et peu formalisés. Nous avons également adopté une posture non directive afin de limiter les filtres entre les participantes et nous.

Par ailleurs, nous avons mené une dizaine d'entretiens plus approfondis dans une perspective biographique. Ceux-ci s'articulaient autour de la question suivante : « Tu peux me dire comment tu es arrivée ici, dans le cimetière ? » Le fait de ne pas aborder directement l'épargne dans les questions relevait d'un choix méthodologique délibéré. En partant d'une interrogation plus large, nous souhaitions laisser aux personnes la possibilité d'évoquer ou non la question de l'argent, particulièrement sensible dans cet environnement de grande pauvreté, sans leur imposer une manière spécifique d'en parler. Ces entretiens nous ont permis de mieux comprendre les expériences vécues et les conceptions développées par les participantes à cette initiative d'épargne.

Cependant, la manière de se raconter ou de décrire ses pratiques est souvent éloignée de la façon dont celles-ci se déploient réellement (Gros, Lafortune et Morisse, 2009, p. 47)⁵. La perspective expérientielle des SEF accorde donc un intérêt particulier à l'analyse des pratiques en situation ainsi qu'à l'étude de leur évolution, ce qui vient compléter de manière heuristique les entretiens.

Pour analyser les pratiques, nous avons tiré profit des visites hebdomadaires effectuées dans le cimetière, au cours desquelles nous étions confrontés aux expériences quotidiennes des personnes⁶. Cette présence régulière a permis d'observer directement les situations vécues et leur évolution. Nous avons également pu analyser les transformations des conceptions de ces personnes à partir des documents de travail produits par ATD Quart Monde tout au long de cette action⁷.

Ces documents constituent, en plus des entretiens, le second corpus ayant nourri l'enquête. Il s'agit d'un ensemble d'environ 700 pages, rédigées entre 2014 et 2024 par les membres du Mouvement ATD Quart Monde Philippines, et qui retracent des expériences ou des questionnements liés au dispositif mis en œuvre. Ces documents se rapprochent d'écrits professionnels dans la mesure où ils contiennent des informations sur l'organisation du travail propre à cette structure, notamment dans le cadre de la création d'une initiative de ce type en contexte de coopération internationale⁸. Ce n'est pas tant cette dimension organisationnelle qui est ici mise en discussion, mais plutôt les modalités pédagogiques associées à la pratique de l'épargne, lesquelles s'articulent dynamiquement avec la formation des groupes dans un contexte donné. Pour analyser ces

³ Ces deux analyseurs ou matériaux d'analyse proviennent de la philosophie de Michel Foucault, qui a été fortement réinvestie comme fondement épistémologique de la perspective expérientielle. Voir par exemple l'étude de Pascal Galvani, 2013, « La dimension spirituelle de la formation existentielle », *Pratiques de Formation / Analyses*, n° 64-65, p. 61-78 ; ou les travaux de Didier Moreau dans le champ de la philosophie de l'éducation.

⁴ La non-directivité centrée fait référence à l'approche non directive de Carl Rogers (approche rogérienne) et elle donne la possibilité d'atténuer les relations de pouvoir, en abordant les apprentissages et les transformations des personnes de manière ouverte.

⁵ Cela renvoie, dans le champ de l'analyse du travail, à la notion d'écart, en particulier entre le travail réel et le travail prescrit. Sur le plan de l'éducation et de la conduite d'entretien, les réinterprétations liées à la mise en mots de l'expérience ont été étudiées en détail dans le champ des SEF, par exemple Francis Lesourd, 2009, *L'homme en transition : éducation et tournants de vie*, Paris : Anthropos, p. 218. Entre la manière de raconter (mettre en mots) une expérience et l'expérience elle-même, il y a un écart. Dans cet écart, nous renégocions et réinterprétons toujours nos expériences. Cela signifie que l'analyse des discours est insuffisante et qu'il est important de la mettre en parallèle avec une analyse des pratiques en situation ou pratique dite « réelle ».

⁶ On pourrait faire un parallèle avec les observations participantes menées dans les disciplines des sciences humaines et sociales, mais dans le cadre de cette recherche, nous avons surtout travaillé entre les praticiens de l'éducation populaire du Mouvement ATD Quart monde, un doctorant en SEF (moi-même) et des habitantes du cimetière.

⁷ Les documents qui décrivent les expériences et les pratiques ne ressemblent pas exactement à des restitutions d'observations participantes comme pourraient le faire un anthropologue ou un sociologue, mais plutôt à des rapports professionnels.

⁸ Pour plus d'informations, ces dimensions sont restituées dans l'ouvrage collectif : Rose Ann Fabros, Jérémy Ianni et Lilian Tiglaio (dir.), 2025, *Faire l'expérience de l'épargne en milieu de grande pauvreté : Sulong, une initiative portée par ATD Quart Monde et un groupe d'habitantes d'un cimetière public à Manille*, Lyon : Chronique Sociale/Ed Quart Monde.

documents, nous avons constitué plusieurs groupes de travail, composés de personnes vivant dans le cimetière et ayant expérimenté l'épargne, ainsi que d'autres ne connaissant pas la pauvreté de l'intérieur. L'objectif de ces groupes était de revisiter collectivement les connaissances contenues dans cet ensemble de documents, afin de permettre à l'enquête de bénéficier de regards pluriels et de points de vue diversifiés. Nous avons organisé plusieurs séances de travail en 2024 et en 2025, au cours desquelles nous avons repris des documents rédigés entre 2014 et 2024 afin d'en extraire les éléments saillants, avec une attention particulière portée aux détails et aux expériences qui y étaient relatées.

L'objectif de cette recherche n'est pas d'analyser un dispositif d'éducation populaire, ni de « vérifier des logiques existantes » (Paillé, 2022, p. 27), ce qui relèguerait la recherche à l'examen de « problèmes mineurs » (Glaser et Strauss, 1967, p. 97). Il s'agit plutôt d'analyser les expériences des personnes⁹ sans les transfigurer ni les universaliser, en premier lieu à travers l'analyse des discours et des pratiques. Quelles sont leurs conceptions et leurs pratiques de l'épargne ? En quoi ont-elles évolué à la suite de leur participation à une démarche d'éducation populaire ?

L'évolution des discours et des pratiques correspond, dans la perspective expérientielle des SEF, à des apprentissages. En effet, si nos conceptions et nos pratiques changent, c'est parce que nous réalisons des apprentissages : nous nous transformons, nous nous formons, mais nous nous déformons également, au sens où l'apprentissage ne se réduit pas à une simple construction de savoirs nouveaux, mais implique aussi des remises en cause de ce qui semblait acquis et des déplacements de ce que l'on tenait pour vrai. C'est ce que cette étude cherche à mettre au jour : les transformations des discours, des pratiques et des conceptions des personnes, lesquelles témoignent de leurs apprentissages.

Les personnes ayant participé à cette enquête vivent toutes depuis longtemps dans le cimetière et ont rejoint une démarche d'épargne dans le cadre de l'intervention d'ATD Quart Monde. Ce cadre, fondé sur des principes simples pour les praticiens et praticiennes¹⁰ comme pour les participantes, vise à soutenir la pratique de l'épargne dans un contexte de forte irrégularité des revenus et des conditions de vie. Il a été coconstruit et mis en œuvre en 2015 avec un groupe d'habitants et d'habitantes du cimetière, au cours de plusieurs mois de travail collectif.

Il repose sur les principes suivants : chaque vendredi, une ou deux personnes d'ATD Quart Monde se rendent dans le cimetière pour collecter l'épargne des participantes ; toute personne peut participer, sans montant minimum requis, et les participantes peuvent retirer leur épargne sans avoir à en justifier la raison. Ces principes s'inscrivent dans une approche non moralisatrice. Il s'agit de respecter les objectifs propres à chacune, en proposant une alternative aux systèmes d'épargne qui conditionnent souvent l'épargne à un usage déterminé (le plus souvent la scolarisation des enfants). Dans cette perspective, les participantes ne sont pas tenues de définir un objectif, ni soumises à une quelconque contrepartie, comme la participation à un groupe d'étude biblique ou l'affectation de leur épargne à un usage prescrit. Cette dimension non formelle inscrit cette démarche dans le champ de l'éducation populaire.

Nous avons mené cette recherche de 2023 à 2024 dans le cimetière Nord de Manille, situé dans le quartier de Blumentritt, près d'un grand marché. Fondé en 1910, il comprend plus d'un million de tombes pour une superficie estimée à 54 hectares (Simon Abad, 2022). De nombreuses personnalités historiques y reposent (anciens présidents, acteurs et actrices, écrivains et écrivaines, etc.). Il s'agit également du plus grand cimetière de la région de Manille. ATD Quart Monde Philippines y estimait la population à environ 9 000 personnes en 2013¹¹.

Pour rendre compte de cette recherche, cette note s'articule autour de plusieurs points. Elle propose d'abord un état des lieux des recherches portant sur l'exclusion bancaire et la ségrégation morale dans l'Archipel philippin. Elle examine ensuite les formes d'activités économiques et la situation du logement dans le cimetière Nord. Enfin, elle restitue l'évolution des conceptions et des pratiques d'épargne d'un groupe

⁹ Cette recherche s'inscrit donc dans une perspective herméneutique.

¹⁰ Je fais référence ici aux membres du Mouvement ATD Quart monde qui coordonnent le dispositif d'épargne, la coordination étant partagée avec deux habitantes du cimetière.

¹¹ Extrait d'un document de synthèse produit par l'équipe de volontaires en 2013.

d'habitantes du cimetière Nord, ainsi que les conditions ayant permis l'émergence de nouvelles pratiques d'épargne.



Figure 1 : carte du cimetière Nord de Manille.

Source : <https://www.ivolunteer.com.ph/time-volunteer/2360>

Exclusion bancaire et ségrégation morale dans l'Archipel

Dans sa stratégie de développement, l'Autorité philippine de l'Économie et du Développement national (NEDA – National Economic and Development Authority) fixe plusieurs objectifs et ambitions à l'horizon 2040. Parmi ceux-ci figure l'instauration d'une forme de « tranquillité » (*panatag*) tout au long de la vie : « [les Philippines et Philippines] auront une plus grande espérance de vie et profiteront d'une vie confortable pendant leur retraite. Ils et elles auront des ressources pour couvrir leurs dépenses imprévues et des économies » (NEDA, 2016).

La Stratégie nationale pour l'Inclusion financière (NSFI – National Strategy for Financial Inclusion), élaborée en 2015 par la Banque centrale des Philippines (BSP – Bangko Sentral ng Pilipinas), définit l'inclusion bancaire à partir de quatre dimensions : l'accès à une variété de produits financiers (comptes, crédits, assurances), leur utilisation, leur qualité, ainsi que le bien-être qui en résulte. Elle précise ainsi que :

« L'accès effectif ne signifie pas seulement qu'il existe des produits et services financiers disponibles, mais englobe également quatre composantes plus larges [...]. Outre l'accès physique aux produits et services financiers, ces produits et services doivent être conçus de manière appropriée, [être] de bonne qualité et pertinents pour conduire à une l'utilisation qui peut bénéficier à la personne qui accède au service en question. » (BSP, 2015, p. 3, traduction personnelle)

Toujours selon la BSP, 56 % de la population adulte des Philippines avait accès à un service financier en 2021, à travers différents canaux : applications mobiles régulées permettant de recevoir et d'envoyer de l'argent¹², comptes bancaires, dispositifs de microfinance proposés par des ONG, ou encore coopératives. Dans cette conception élargie de l'inclusion, la BSP envisage ainsi les services financiers comme un ensemble

¹² Les plus populaires et les plus utilisées aujourd'hui dans l'Archipel sont *GCash* et *PayMaya*.

dépassant les seuls services bancaires. Toutefois, une analyse plus fine des usages révèle que seulement 23 % des adultes détenaient un compte bancaire en 2021, et qu'environ 25 % utilisaient une application pour gérer leur argent (BSP, 2021, p. 13)¹³. Autrement dit, plus de 12 millions de ménages philippins gèrent aujourd'hui leurs ressources sans compte bancaire et sans recours aux applications mobiles.



Figure 2 : le cimetière Nord se trouve à la limite de trois communes : Manille, Caloocan et Quezon City.

¹³ Cette étude indique par ailleurs que, par rapport aux pays de l'ASEAN, le pourcentage d'adultes philippins et philippines ayant accès à un service bancaire en 2021 était supérieur à celui du Cambodge (33 %), du Laos (37 %), du Myanmar (48 %) et de l'Indonésie (52 %), mais inférieur à celui de la Malaisie (88 %), de la Thaïlande (96 %) et de Singapour (98 %).

La BSP s'est également intéressée aux raisons de cette exclusion bancaire massive et aux difficultés rencontrées par une majorité des ménages pour ouvrir un compte bancaire. Aux Philippines, le maintien d'un compte nécessite une somme de 3 000 P (47,70 €)¹⁴, appelée « *maintaining balance* ». Dans 45 % des cas, l'impossibilité de réunir cette somme est la principale raison invoquée. Dans 40 % des cas, les personnes concernées indiquent ne pas disposer d'une pièce d'identité valide. Par ailleurs, 22 % des personnes interrogées déclarent ne pas connaître le fonctionnement des banques ni les modalités d'accès à leurs services. Enfin, 6 % des ménages évoquent un manque de confiance envers les institutions bancaires (BSP, 2021, p. 25).

Pour compléter brièvement ce panorama, plusieurs études internationales ont été menées sur l'exclusion bancaire, notamment dans le contexte sud-américain. Elles montrent que le lieu de résidence des ménages influence fortement les taux d'inclusion bancaire : plus une famille vit en zone rurale, moins elle a accès aux services financiers (Llanto et Rosellon, 2017, p. 3-8). De manière attendue, ces travaux soulignent également le rôle de la pauvreté, en particulier celle des femmes, ainsi que l'impact du statut marital sur l'accès aux services bancaires (Allen *et al.*, 2012, p. 39-41). D'autres facteurs sont également identifiés, comme l'âge élevé ou la difficulté à produire des documents officiels, tels qu'un certificat de naissance ou une pièce d'identité valide (Clamara *et al.*, 2014, p. 15 ; p. 17). Enfin, certaines recherches mettent en évidence, au-delà des variables socio-économiques, un manque d'intérêt ou de besoin dans certains foyers, notamment dans les circuits de l'économie informelle, où des familles privilégient les formes d'épargne informelles (Hoyo Martínez *et al.*, 2013, p. 12-13).

Si ces travaux apportent des éléments précieux pour comprendre l'exclusion bancaire à partir de variables structurelles, ils reposent néanmoins sur des approches générales qui tendent à invisibiliser les expériences des personnes concernées ainsi que les stratégies qu'elles développent pour pallier le manque d'accès aux services financiers.

Aux Philippines, la BSP observe que le taux d'accès à un service bancaire formel est passé de 29 % en 2019 à 56 % en 2021, ce qui indique une diminution de l'exclusion bancaire durant les années de pandémie, notamment en raison du développement des applications numériques dédiées à la gestion de l'argent :

« Les applications utilisant l'argent électronique sont désormais les formes de services bancaires les plus détenues, le nombre d'utilisateurs ayant plus que quadruplé en seulement deux ans. De seulement 8 % en 2019, le pourcentage de Philippins et Philippines possédant un compte de monnaie électronique a plus que quadruplé pour atteindre 36 % en 2021. L'accès aux comptes bancaires a également presque doublé, passant de 12 % en 2019 à 23 % en 2021. » (BSP, 2021, p. 1, traduction personnelle)

Avant la pandémie, ces applications existaient déjà mais étaient moins utilisées, car il était possible d'effectuer des transferts d'argent dans des centres de paiement (*bayad centers*), des magasins de prêt sur gages (*pawn shops*) ou encore dans des supérettes comme 7/11. Les transferts entre personnes ne disposant ni de compte bancaire, ni de pièce d'identité, ni d'accès à Internet se faisaient couramment via des services comme *Smart Padala*. Ce système ne nécessitait pas de pièce d'identité : il suffisait à l'expéditeur de se rendre dans un point de vente, de déposer la somme et de transmettre un code à 16 chiffres au destinataire. Celui-ci pouvait alors retirer l'argent sans justificatif d'identité, en présentant uniquement ce code.

Pendant la pandémie, ce fonctionnement n'a toutefois plus été possible en raison d'un confinement parmi les plus longs et les plus stricts au monde (Thompson, 2022, p. 400). Le service *Smart Padala* a alors été progressivement intégré et digitalisé via l'application *PayMaya*. Selon les données de la BSP, cette évolution a contribué à une augmentation du taux d'inclusion financière aux Philippines. La Banque centrale a en effet reconnu ces applications comme des produits financiers formels. Autrement dit, des services auparavant qualifiés d'informels, comme *Smart Padala*, ont été institutionnalisés durant la pandémie et intégrés aux statistiques officielles des services financiers formels. Ce déplacement invite à interroger les frontières entre formel et informel, ainsi que les catégories et pratiques qui y sont associées.

¹⁴ J'utilise le taux de conversion suivant : 1,00 € = 62,90 P, en vigueur en automne 2024, durant notre enquête.

L'économie dite informelle renvoie à la persistance de formes de pauvreté, mais aussi à une dimension souterraine, parfois illégale ou considérée comme « anormale », tout en reposant sur des systèmes de règles et de normes (Pesqueux, 2012, p. 228). Dans le contexte philippin, ces normes qui encadrent la vie des personnes en situation de grande pauvreté ont été analysées comme relevant d'un processus de moralisation par le sociologue Wataru Kusaka (2017). Celui-ci montre que la gouvernance néolibérale a permis à une partie de la population de connaître une mobilité sociale ascendante et de se définir comme des « bons citoyens » disciplinés¹⁵. Ce lien entre mobilité sociale et moralisation est particulièrement visible aux Philippines à travers la situation des OFW (Overseas Filipino Workers). Ces travailleurs et travailleuses migrants occupent souvent des emplois précaires dans des pays dotés de systèmes juridiques stricts, notamment au Moyen-Orient. Ils sont fréquemment issus de la classe moyenne inférieure émergente et, pour beaucoup, de jeunes diplômés.

Ce nouveau capital humain « discipliné » illustre les reconfigurations des frontières entre secteur formel et secteur informel, dans la mesure où ces travailleurs OFW doivent souvent renoncer à une part de leur autonomie pour accéder à des opportunités de mobilité sociale. Dans cette perspective développée par le sociologue, de larges segments de la société philippine valorisent une éthique de l'autodiscipline, tout en restant pris dans des situations d'inégalités et de précarité. Lorsque ces efforts sont contrariés, ils tendent à être interprétés en termes moraux, en désignant comme *pasaway* (personnes jugées indisciplinées), les élites, les oligarques, les criminels ou encore les « parasites », ceux au bas de l'échelle sociale (Kusaka, 2020, p. 425-426).

Selon cet auteur, la ségrégation qui structure l'Archipel est avant tout de nature morale, alors que les catégories de formel et d'informel mobilisées dans les travaux sur l'exclusion bancaire renvoient principalement à une lecture économique. Dans cette perspective, et dans le prolongement de cette étude, il apparaît insuffisant de penser l'exclusion et la précarité uniquement à travers l'opposition formel/informel ou sous un angle strictement économique. Cela conduit à envisager les Philippines comme un espace de pluralité socio-économique, plutôt que comme un système structuré par deux secteurs clairement distincts. Il existe en effet des continuités entre ces espaces, comme le montre l'expérience des familles¹⁶ vivant depuis plusieurs décennies dans le cimetière de Manille.

Activités économiques et logements dans le cimetière

Avant de commencer la recherche sur la pratique de l'épargne dans le contexte du cimetière, nous nous sommes appuyés sur un ensemble de connaissances accumulées depuis plusieurs décennies grâce à la présence du Mouvement ATD Quart Monde en ce lieu. Ces connaissances concernent de manière non limitative les conditions de vie des familles qui y résident et s'inscrivent fréquemment dans une superposition entre habitat et travail, parfois formels voire institutionnalisés, mais souvent informels.

Ce phénomène est illustré par la situation d'Angie, 67 ans, qui n'a pas toujours vécu dans le cimetière¹⁷. Elle a grandi à Tondo, un quartier pauvre situé près du port de Manille, et est arrivée dans le cimetière à l'âge de 39 ans, en 1996, après avoir vécu dans différents lieux. À la suite d'une rupture familiale, elle a dormi au début des années 1980 dans le bureau de son employeur. Lorsqu'elle a perdu son emploi de concierge, elle s'est installée le long de la voie ferrée. C'est là qu'elle a rencontré son ex-mari, qui vivait dans le cimetière et se rendait régulièrement près de la voie ferrée pour consommer des méthamphétamines, ou *shabu*. Angie a ensuite rejoint le cimetière à la suite de cette rencontre.

¹⁵ Le sociologue utilise le terme de capital humain discipliné car d'après lui, ces personnes ont intégré les normes du marché global et ont développé une éthique de l'autodiscipline.

¹⁶ Même si le cimetière est un espace géographique, c'est aussi un espace symbolique fort dans lequel les représentations sociales et culturelles – notamment le rapport aux défunts et aux défunt(e)s – façonnent les motivations et les rituels d'apprentissage quotidiens, incluant la gestion de l'épargne. Il est cependant très difficile de produire un portrait sociologique ou anthropologique des familles qui y vivent. Elles viennent parfois de province, parfois de la région de Manille, se regroupent parfois par famille linguistique, parfois non. Certaines ont accès à des formes de travail formel en dehors du cimetière, d'autres non. Nous ne disposons pas, dans le cadre de cette recherche, de données chiffrées précises sur la démographie des habitants et habitantes du cimetière, et cela ne correspond pas à l'objectif de cette recherche.

¹⁷ Les propos dans ce paragraphe ont été recueillis lors d'un entretien, le 12 juillet 2022, à Pandacan, Manille.

Aujourd'hui, elle vit seule. Lors d'une visite, nous avons observé que la ruelle de moins d'un mètre de large qui mène à la chapelle où elle réside¹⁸ était encombrée de déchets, tels que des gobelets en plastique ou de l'eau stagnante, les habitants y vidant régulièrement des seaux d'eau savonneuse après la lessive. Angie fait sécher son linge à l'extérieur, tandis que les familles voisines ont installé des câbles pour étendre le leur. L'eau qui s'écoule du linge humidifie le sol et rend la ruelle boueuse. Des motos, des bassines et divers objets entravent parfois l'accès aux mausolées. Angie a installé une bâche pour isoler l'un des murs extérieurs de la chapelle, percé d'une fenêtre grillagée. Elle a accès à l'eau par un tuyau. La chapelle, d'environ une dizaine de mètres carrés, comprend une petite armoire en plastique posée sur un muret, une bouteille de gaz et un pot contenant des brosses à dents. Près de la porte en bois, installée par son fils, se trouve une grande statue de la Vierge Marie encadrée de deux colonnes qui rappellent une décoration romaine. Au-dessus est fixé un meuble à chaussures.

Le parcours d'Angie montre qu'elle n'était pas prédestinée à vivre dans une telle situation de pauvreté si l'on s'en tient à des approches sociologiques déterministes. Elle a en effet suivi deux années d'université, occupé des emplois formels via des agences d'interim et bénéficié de la sécurité sociale (SS – *Social Security*), devenue le Système de sécurité sociale (SSS – *Social Security System*) ainsi que de l'assurance maladie (*Medicare*, devenue *Philcare*). À la fin des années 1970, elle a exercé comme responsable (OIC – *Officer-in-Charge*) des concierges à Manille, avant de vendre du savon en porte-à-porte dans les années 1980. Aujourd'hui, ses revenus proviennent principalement de la vente de crédit téléphonique et de petites indemnités issues de deux activités à temps partiel¹⁹. Elle dispose d'un revenu d'environ 720 P (11,45 €) par semaine.



Photo 1 – source : Hywell Martinez

Le parcours d'Angie montre que la distinction entre secteurs formels et informels ne permet pas de rendre pleinement compte de son expérience. Il en va de même pour Laeticia, 42 ans, née dans la province d'Ilo-Ilo, dans la région centrale de l'Archipel²⁰. Sa famille s'est installée dans le cimetière lorsqu'elle avait

¹⁸ Informations recueillies lors d'une visite à Emma, le 27 janvier 2023, dans le cimetière Nord.

¹⁹ Ce ne sont pas vraiment des salaires, mais plutôt des compensations (*allowances*).

²⁰ Les propos dans ce paragraphe ont été recueillis lors d'un entretien en septembre 2016 et revérifiés en 2024 dans le cadre de la recherche que nous avons menée.

six ans, et elle y réside toujours. Titulaire d'un acte de naissance et de papiers d'identité, elle a pu travailler plusieurs années en Jordanie comme employée domestique. Elle explique avoir vécu à Amman entre 2010 et 2014, au domicile de son employeur, où elle effectuait les tâches ménagères, travaillant parfois jusqu'à 1 ou 2 heures du matin lors d'événements organisés. Elle a accepté ces conditions, dit-elle, afin de soutenir sa famille et de permettre à ses neveux et nièces de poursuivre leur scolarité aux Philippines. Elle travaille aujourd'hui comme cantinière dans une école près du cimetière et réside dans un mausolée qu'elle a aménagé. Elle perçoit également des revenus complémentaires issus de la vente de sodas aux visiteurs. Son parcours met en évidence l'alternance, voire la superposition, entre emploi formel et informel. Cette situation n'est toutefois pas généralisable, certaines personnes dépendant exclusivement de l'économie informelle, comme le montrent les écrits professionnels mobilisés dans cette recherche.

Nous observons une continuité similaire entre statuts formels et informels en matière de logement. Lors d'un entretien mené en juillet 2022, Lydia et Josi ont évoqué la dimension juridique de leur habitat dans un mausolée. Selon elles, il est possible aux Philippines d'acheter une parcelle funéraire auprès de l'État, et Lydia occupe aujourd'hui une concession acquise par sa famille pour une durée de 75 ans. D'après Josi, ces concessions étaient peu coûteuses jusqu'aux années 1980, ce qui a permis à de nombreuses familles d'en acquérir et d'y résider sans loyer, dans un cadre légal, aucune disposition n'interdisant au propriétaire d'une parcelle d'y habiter. Cette légalité administrative ne garantit toutefois pas l'accès aux services de base. Les habitants développent des solutions improvisées pour l'électricité, en tirant des câbles, et pour l'eau, à l'aide de pompes destinées à l'arrosage. L'absence de système d'évacuation les conduit à utiliser des seaux vidés dans des caniveaux situés entre les tombes.

Certaines familles occupent des espaces sans en être propriétaires, comme Josi, qui vit dans une chapelle appartenant à un tiers. Celui-ci lui permet d'y résider afin de « ne pas laisser le défunt seul » et d'entretenir sa tombe, en échange d'une rémunération annuelle de 600 P (9,54 €). Dans d'autres cas, cette occupation se fait sans accord explicite du propriétaire.

Ces éléments invitent à envisager le cimetière comme une véritable communauté fonctionnant selon une logique d'écosystème. Les activités économiques y sont étroitement liées à la nature du lieu. Bien que moins fréquentes aujourd'hui, certaines personnes travaillent encore pour l'administration du cimetière. D'autres exercent comme fossoyeurs, vendeurs de fleurs ou de bougies, ou encore chauffeurs de moto pour les visiteurs. L'activité la plus répandue est celle de *taga-alaga* ou *caretaker*, qui consiste à entretenir les mausolées et à accueillir les visiteurs, en nettoyant les tombes et en assurant divers services. Une famille entretient généralement entre 10 et 20 tombes, pour un revenu d'environ 600 P (9,54 €) par tombe et par an. Les paiements interviennent une fois par an, souvent autour de la Toussaint, période de forte affluence économique.

La fête des morts (*undas*)²¹ constitue en effet un moment propice aux activités commerciales. De nombreux habitants investissent dans des marchandises (bougies, fleurs, eau, snacks) destinées à être revendues aux visiteurs. Pour financer ces stocks, certains recourent à des emprunts informels auprès des *bumbays*, selon le système dit « 5/6 » : un prêt de 5 000 P (79,50 €) donne lieu au remboursement de 6 000 P (95,40 €) sur deux mois, soit un taux d'intérêt de 20 %. Le remboursement s'effectue quotidiennement, le prêteur venant collecter les sommes sur place. Ces prêts restent toutefois sélectifs et concernent principalement des personnes disposant déjà d'une activité économique dans le cimetière, en général un petit magasin de bougies ou de *snacking*.

En raison de la variabilité des revenus liés à la période de la Toussaint, de nombreux habitants ont développé des formes alternatives d'épargne²². La plus courante consiste à convertir l'argent en biens matériels (achat de meubles en plastique, de bijoux, de petits appareils électroménagers), pouvant ensuite être mis en gage pour obtenir des liquidités en cas de besoin. Cette stratégie permet de sécuriser temporairement des fonds, mais entraîne souvent une perte financière, les sommes obtenues ou proposées par les prêteurs sur

²¹ L'étude de ces rituels ne concerne pas directement cette recherche.

²² Débusquer ces pratiques constitue le point de départ de notre recherche, afin de comprendre ce que ces personnes avaient inventé en situation pour pallier le manque d'accès aux systèmes d'épargne formels.

gage étant inférieures à la valeur d'achat des biens. Elle témoigne de l'existence de stratégies de débrouille visant à sécuriser l'argent, parfois à perte, en dehors du système bancaire.

Après cette présentation du contexte de vie des familles résidant dans le cimetière Nord de Manille et des stratégies qu'elles élaborent pour rendre possible l'épargne, nous analyserons à présent les transformations induites par la pratique de l'épargne au sein d'une démarche d'éducation populaire.



Photo 2 – source : Hywell Martinez

Des conceptions plurielles et évolutives de l'épargne

Nous avons choisi de mettre en lumière les perceptions personnelles des participantes pour plusieurs raisons. Notre objectif n'est pas de proposer une analyse sociologique globale de la grande pauvreté à travers la question de l'épargne, ni d'en dégager un profil représentatif. Nous avons privilégié la diversité des expériences et des discours, même lorsque ceux-ci s'avèrent difficilement conciliables entre eux, comme cela apparaîtra par la suite. Sur le plan individuel, il apparaît clairement que les conceptions de l'épargne varient fortement d'une participante à l'autre.

Ainsi, Patricia considère qu'économiser revient à « payer des dettes, après avoir emprunté. Si nous payons régulièrement, cela augmentera le montant du prochain prêt qu'on nous accordera²³. » Elle évoque un emprunt contracté auprès d'un prêteur informel, d'un montant de 5 000 P (environ 80 €), qu'elle rembourse quotidiennement à raison de 150 P (2,40 €), le créancier venant chaque jour récupérer son dû (50 P par jour). Ce type de crédit à intérêt élevé (entre 30 et 50 %) est fréquent dans le cimetière et, selon Patricia, épargner signifie d'abord solder cet emprunt afin d'accéder ensuite à un nouveau prêt plus conséquent. Cette conception rejoint une logique d'investissement, partagée par d'autres participantes. Pour plusieurs d'entre elles, soutenir un proche, un membre de la famille ou un voisin constitue également une forme d'épargne : ce geste renforce les liens et peut ouvrir la voie à un soutien futur. L'épargne devient alors une stratégie de création d'opportunités financières à venir.

²³ Extrait d'un entretien mené en mai 2024, Quezon City, Philippines.

D'autres participantes adoptent une conception plus classique de l'épargne et partagent diverses astuces pour économiser sans recourir à un compte bancaire. Certaines cachent leur argent dans un bambou, l'enterrent, ou, comme nous l'avons vu, achètent un bien matériel – tel un sèche-cheveux – lorsqu'elles disposent de liquidités, puis le déposent chez un prêteur sur gages afin de récupérer des fonds en temps voulu. Toutefois, cette méthode ne permet pas de récupérer l'intégralité de la somme investie. En explorant ces différentes conceptions de l'épargne, nous avons cherché à comprendre si celles-ci avaient évolué avec la participation au programme.

Nous avons constaté qu'en raison de la pandémie, plusieurs participantes ont adopté une nouvelle conception de l'épargne, comme l'indique Varna, mère de 45 ans qui vend des cigarettes dans le cimetière : « L'aide apportée par *Sulong* [le dispositif] pendant la pandémie a été importante, car nous pouvions alors retirer nos économies. Nous nous trouvions dans une période dans laquelle nous ne pouvions pas sortir, ni travailler et le fait de récupérer nos économies nous a aidées à passer ce moment très difficile²⁴. »

Avant la pandémie, la plupart des participantes avaient déjà réussi à épargner. Toutefois, certaines ont progressivement compris que l'épargne ne relevait pas uniquement d'une logique d'investissement dans des relations, mais pouvait aussi constituer une forme d'investissement personnel.

On observe également une évolution du vocabulaire mobilisé autour de l'argent au fil des entretiens. Au début de l'enquête, la majorité des participantes ne précisait pas la manière dont elles utilisaient leurs ressources, insistant plutôt sur leur manque d'argent. Après plusieurs années de participation à la pratique de l'épargne, elles ont commencé à mobiliser plus fréquemment des termes tels que « investissement » (*puhunan*), « épargne » (*hulog*) et « prêt » (*utang*). Cette évolution lexicale ne résulte pas d'un enseignement formel de gestion budgétaire, mais de l'expérience de l'épargne elle-même et des échanges menés avec les participantes.

Cette remarque est importante, car elle montre que les conceptions ont évolué principalement par la pratique régulière de l'épargne dans la durée²⁵, et non en raison d'une intervention éducative ou d'une formation de type *budget literacy training* avec des principes clés en main à appliquer, sans médiation. Les apprentissages réalisés relèvent ainsi d'une expérience située : ils se construisent dans l'action et transforment les conceptions. En 2015, l'organisation porteuse avait pourtant mis en place des formations structurées avec des partenaires externes, dans une perspective de *budget literacy*. Ces ateliers visaient à aider les participantes à réfléchir à leurs dépenses et à établir un budget. Les intervenants, bien qu'expérimentés dans les milieux populaires, connaissaient moins finement les réalités de la grande pauvreté. Lors de ces sessions, il est apparu que la temporalité budgétaire des habitantes du cimetière se limitait souvent à une journée. Elles pouvaient facilement décrire leurs revenus et dépenses quotidiens, mais se trouvaient en difficulté dès qu'il s'agissait de se projeter sur plusieurs semaines ou plusieurs mois. Cela s'explique notamment par le fait que beaucoup achètent chaque matin des marchandises revendues dans la journée, en réinvestissant les gains de la veille.

Sur le plan des apprentissages, l'enquête montre donc que les conceptions ont évolué avant tout par la pratique de l'épargne dans la durée, et non par une formation visant à transmettre des prescriptions comportementales, à suivre des recommandations par conformisme²⁶. Ces apprentissages situés modifient les conceptions et les représentations de l'argent. Cette évolution s'accompagne d'un discours plus positif sur les ressources financières disponibles, non pas en tant que valeur en soi, mais en lien avec les revenus et les budgets dont les participantes disposent. En 2015, leur discours dominant était celui du manque : « *Wala akong pera ! Kahit limang sentavos* » (« Je n'ai pas d'argent ! Même pas cinq centimes »).

Au fil des années, ce discours a évolué, comme en témoigne Jackie, mère de deux enfants scolarisés et vendeuse de fleurs, qui déclare en juin 2024 que son objectif est « d'économiser de l'argent pour l'anniversaire de mon fils, c'est ma motivation, pour pouvoir lui acheter un petit cadeau le jour venu ». Maria A., fabricante et vendeuse de bougies, explique également : « J'ai économisé pour la rentrée scolaire

²⁴ Extrait d'un entretien mené en octobre 2024, Quezon City, Philippines.

²⁵ On parle ici d'apprentissages issus de l'expérience et du quotidien, et non d'un enseignement organisé (hétéroformation). Ces apprentissages dépendent toujours du contexte et des situations vécues, et ils ne sont pas facilement généralisables, car ils sont liés aux pratiques concrètes (praxéologie).

²⁶ En SEF, la conversion désigne un changement par conformité à un modèle, tandis que la métamorphose désigne une transformation issue de l'expérience vécue et de l'expérimentation par soi-même. Cette distinction est fondamentale en SEF.

et cela m'a permis d'avoir le budget pour payer les uniformes des enfants²⁷. » Ce discours positif apparaît le plus souvent lié à deux éléments : d'une part, un objectif modeste, concret et atteignable ; d'autre part, la possibilité de recommencer à épargner après une difficulté.

Avant la mise en place de cette pratique de l'épargne sur le long terme, il était difficile pour les participantes de se projeter à partir d'un budget. Par la suite, certaines ont défini des objectifs modestes, comme l'achat d'un billet de bus, ou ont mobilisé leur épargne pour de petites initiatives, telles que la revente de produits ou l'organisation d'une fête d'anniversaire pour un enfant dans un fast-food. Cette projection s'accompagne d'une réévaluation de leurs capacités d'épargne, comme l'illustre Maria B., vendeuse de fleurs dans le cimetière, qui explique en 2021 que « la police est venue nous retirer tout ce qu'on vendait pour qu'on s'en aille. Ils ont pris mes fleurs, mon matériel, j'ai tout perdu dans cette opération d'expulsion et même si j'ai retiré toutes mes économies, je veux recommencer à économiser avec *Sulong* le plus rapidement et je sais que c'est possible²⁸. » Elle confirme trois ans plus tard : « Je pense vraiment à recommencer à épargner, comme je l'ai déjà fait auparavant avec *Sulong*. Je sais que je peux recommencer maintenant²⁹. »

Ces éléments ouvrent la discussion sur les effets de la pratique de l'épargne dans un contexte de pauvreté extrême. Abby souligne par exemple l'impact de l'inflation sur le prix des cigarettes : « Je vends une cigarette 12 P (0,19 €) aujourd'hui contre 12 P (0,16 €) auparavant, car le paquet coûte 160 P (2,54 €), mais avant c'était 135 P (2,15 €)³⁰. » Pour faire face à cette hausse, elle a utilisé son épargne afin de maintenir son activité. D'autres participantes indiquent toutefois que l'épargne ne leur permet pas toujours de stabiliser leur activité, notamment lorsqu'elles doivent investir des montants plus élevés dans leur commerce afin d'augmenter leur stock (fleurs, biscuits, etc.). Dans ces cas, les besoins pour protéger un petit commerce de la faillite dépassent les capacités d'épargne et financières disponibles.

Ainsi, l'impact de l'épargne apparaît paradoxal. Il est plus visible dans les activités qui nécessitent de faibles investissements initiaux – comme le fonds de roulement d'Anyà, qui consistait en trois paquets de cigarettes par jour – et concerne principalement les participantes les plus précaires. Bien que l'épargne n'ait pas permis aux participantes de sortir de la pauvreté, son influence semble plus marquée sur ces « petits » moyens de subsistance, généralement mobilisés par les habitantes les plus défavorisées.

Ce constat nous a conduits à examiner si l'épargne avait également contribué au maintien de l'activité économique de participantes disposant de moyens plus importants qu'Anyà. Maria B., qui vend des fleurs à l'entrée du cimetière, explique ainsi lors d'un entretien³¹ :

« Je vends des fleurs ici au cimetière Nord de Manille, j'ai 53 ans. Cela fait 10 ans que je vends des fleurs. Pour constituer mon capital, j'ai surtout emprunté aux *bumbays* et je devais payer les traites sur 40 jours. Lorsque j'ai terminé de payer, je réemprunte. En ce moment, mon capital est trop petit, avant j'avais besoin de 1 000 P (15,90 €) mais maintenant, je ne peux pas acheter tout ce dont j'ai besoin avec cette somme ; les fleurs sont de plus en plus chères. Du coup, cela m'oblige à travailler au jour le jour, puisque je ne peux pas acheter plus de fleurs ou plantes que je n'en vends dans la journée à cause de l'inflation. Et je dois encore payer mes traites aux *bumbays*. Comme je n'ai pas assez de profit en ce moment, j'ai du mal à les payer, à acheter de la nourriture et donner un peu d'argent à mon petit-fils. Et comme beaucoup d'autres personnes vendent des fleurs ici, ça n'aide pas. Donc non, je ne suis pas en mesure d'économiser en ce moment. Mon profit par jour est de l'ordre de 500 P (7,95 €) mais cela dépend des jours. Certains jours, je vends moins, d'autres je vends plus. »

Une autre participante, Josiane, parle de ce cycle des dettes et souligne ne pas pouvoir expliquer comment elle gère son commerce³² :

« Je ne comprends pas comment je gère, c'est juste un cycle, ça va, ça vient. Comme un cercle, parce que parfois bien sûr, j'ai un peu plus d'argent que je peux investir, mais cet argent, je l'obtiens auprès des *bumbays* [les prêteurs], je leur emprunte. Ensuite, cet argent je l'utilise pour notre nourriture quotidienne, en particulier pour les besoins quotidiens des enfants. Alors je perds mon investissement et mon magasin ferme. Et je cherche de l'argent

²⁷ Extrait d'un entretien mené en mars 2024, Quezon City, Philippines.

²⁸ Propos recueillis lors d'un échange, mai 2021, Quezon City, Philippines.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ Propos recueillis lors d'un entretien, le 23 juin 2023.

³² Propos recueillis lors d'un entretien, le 3 juillet 2023.

à emprunter, ça se répète encore et encore. Oui, le cycle continue, comme une roue qui tourne. Tu n'as rien, et demain tu as quelque chose, donc je ne peux pas dire combien je gagne parce que j'utilise de l'argent emprunté que j'investis. Alors c'est sûr que quand tu vends à partir d'argent que tu as emprunté et que tu dois rembourser, comment tu veux savoir ce que tu gagnes ? En ce moment, je ne peux pas économiser, car je n'ai pas d'argent en trop, mon mari est mort et je n'ai qu'une source de revenu, c'est mon commerce. »

Ces expériences montrent que la pratique de l'épargne n'a pas permis à ces deux participantes de maintenir leur moyen de subsistance, lequel repose sur un investissement plus important que celui d'Anya, vendeuse de cigarettes. Lorsque nous avons repris cette question avec elle, Anya nous a décrit plus précisément sa pratique de l'épargne. Le jour de l'entretien, elle n'avait vendu que trois cigarettes. Elle précisait qu'elle préférerait les proposer par lots de trois afin d'inciter ses clients à acheter davantage et ainsi augmenter ses ventes. Au cours de la semaine, elle avait épargné 20 P (environ 0,32 €), sans objectif particulier, sinon celui de pouvoir faire face à une éventuelle urgence. Depuis 2015, Anya a pris l'habitude de mettre régulièrement de petites sommes de côté en participant à l'action d'épargne du vendredi. Elle dépose 20 P une à plusieurs fois par mois, parfois 25 P (environ 0,40 €), ou même quelques pièces de 25 *sentimo* (environ 0 004,00 €). Grâce à cette pratique régulière, ritualisée, elle a progressivement constitué un modeste fonds de secours, adapté à ses ressources, qu'elle peut mobiliser lorsqu'une difficulté menace son activité économique.



Photo 3 – source : Hywell Martinez

Cette situation montre que la pratique de l'épargne conserve une pertinence, même dans des contextes de pauvreté extrême comme celui d'Anya. Si les sommes accumulées demeurent très faibles, elles peuvent néanmoins jouer un rôle décisif dans le maintien d'activités de subsistance reposant sur un faible capital initial.

À ce stade de l'analyse, il apparaît que la pratique de l'épargne a transformé les conceptions budgétaires des habitantes du cimetière. Celles-ci sont plurielles et oscillent entre l'idée d'épargner et celle d'investir, que ce soit dans des biens matériels ou dans des relations sociales. Cette évolution s'est accompagnée de l'émergence d'un discours plus positif sur l'argent, non pas comme valeur en soi, mais en lien avec les ressources disponibles, les projets envisageables et la capacité à se projeter au-delà des contraintes du

quotidien. Pour certaines participantes, cette transformation a également permis de redécouvrir leur capacité à épargner, même à partir de sommes très modestes.

L'enquête montre par ailleurs que la pratique de l'épargne peut contribuer au maintien d'activités économiques nécessitant peu de capital. L'accumulation régulière de très petites sommes a permis à certaines participantes de préserver un fonds de roulement minimal et de faire face à des imprévus susceptibles de menacer leur unique source de revenu. En revanche, cette pratique apparaît moins efficace lorsque l'activité repose sur un investissement plus important, comme la vente de fleurs ou la gestion d'une petite boutique de restauration légère (*snacking*) dans le cimetière, qui exigent des capitaux plus élevés et restent fortement dépendantes des fluctuations économiques, de l'inflation ou du recours à l'endettement.

Ainsi, si l'épargne ne permet pas de sortir de la pauvreté, elle contribue néanmoins à renforcer certaines capacités d'action et de projection. Son intérêt ne réside pas uniquement dans les sommes accumulées, mais aussi dans les apprentissages qu'elle favorise, dans les transformations des représentations qu'elle suscite et dans les marges de manœuvre qu'elle ouvre, même de façon limitée, dans un contexte marqué par une forte précarité.

Toutefois, ces transformations ne se réduisent pas à une somme de changements individuels. Elles prennent place dans un environnement social spécifique, façonné par des relations familiales et des expériences collectives. La pratique de l'épargne s'est en effet développée au sein d'un groupe dont les membres partagent un même espace de vie et participent à une démarche commune. Il convient donc d'examiner à présent les effets collectifs de cette pratique et les dynamiques qu'elle a fait émerger au sein de la communauté.

Épargne, confiance et sécurité dans la communauté

Au cours de notre enquête, nous avons cherché à comprendre l'impact collectif de la pratique de l'épargne. Les différents groupes de travail et les entretiens que nous avons menés ont fait émerger de manière récurrente les thèmes de la sécurité et de la confiance.

Lors des discussions, les habitantes du cimetière ont notamment évoqué la manière dont elles accordent leur confiance (*pagtitiwala*) afin de confier leur épargne à une personne extérieure à la communauté, chargée de la collecte. Dans leur conception, la confiance repose d'abord sur les liens familiaux et communautaires, autrement dit sur les relations de proximité. Les participantes soulignent qu'elle circule relativement facilement au sein de la communauté, mais que sa trahison affecte bien au-delà de la relation concernée et peut fragiliser l'ensemble des relations de voisinage. Certaines participantes expliquent ainsi qu'elles sont contraintes de dissimuler leur épargne afin d'éviter qu'elle ne soit volée par des membres de leur propre famille³³. D'autres préfèrent ne pas laisser leurs économies à la vue de certains membres de leur famille et les confient à une personne extérieure, chargée de les remettre aux collecteurs du vendredi. À titre d'exemple, en 2016, le compagnon d'une participante s'est présenté chez l'un des volontaires responsables de l'action pour demander le retrait de l'épargne de sa partenaire. Sans s'interroger davantage, le volontaire lui a remis l'intégralité de la somme. Une semaine plus tard, la participante découvrait qu'elle ne disposait plus d'aucune économie.

Ce type de vol au sein du cercle familial complique la construction des relations de confiance et influence directement les pratiques d'épargne. Les conflits familiaux et les expériences de spoliation mettent en évidence le lien étroit qui existe, du point de vue des participantes, entre confiance et sécurité. Au cours d'une discussion collective, plusieurs d'entre elles ont insisté sur le fait que la confiance ne se manifeste réellement qu'à travers des actes concrets (« *Tiwala nakakita sa kilos at gawa* »³⁴) et qu'elle doit être

³³ Ces clandestinités renvoient, sur le plan de l'éducation, à l'exercice d'une forte réflexivité. Dans la perspective développée par Martine Morisse et Louise Lafortune, 2014, *L'écriture réflexive. Objet de recherche et de professionnalisation*, Québec : Presses universitaires du Québec, la réflexivité des personnes s'exerce de multiples manières : en analysant sa ou ses pratiques par rapport à un cadre de référence, pour soi, pour autrui, cadre auquel les personnes peuvent être aussi assujetties. Parfois, cette réflexivité revêt une dimension critique, car elle permet de confronter différents points de vue pour penser sa pratique, au-delà d'un point de vue dominant.

³⁴ Propos recueillis lors d'un temps de travail collectif, septembre 2024.

préservée avec soin, car une fois perdue, il est difficile de la retrouver (« *Tiwala ay ingatan ! Pag ito'y nawala, mahirap maibalik* »³⁵).

Au cours de la recherche, certaines conceptions exprimées par les participantes se sont révélées difficiles à saisir, ce qui nous a conduits à leur demander de préciser leur pensée. Alvina, qui vit dans le cimetière depuis plus de 20 ans et gagne sa vie en faisant des lessives pour d'autres familles, explique ainsi que³⁶ :

« La confiance se voit en actions, parce que tu dois être bon et respectueux des autres personnes et ainsi elles vont te faire confiance. Par exemple, j'ai essayé de participer à d'autres initiatives pour économiser de l'argent, parmi elles le *paluwagan*. Chaque participant met une somme et la somme totale peut être empruntée et remboursée sans intérêt [il existe une liste qui donne l'ordre des personnes qui peuvent emprunter la somme et la rembourser]. Il faut attendre que la somme soit remboursée par celui ou celle qui l'a empruntée pour pouvoir soi-même l'emprunter. Mais quand c'était mon tour de récupérer la somme pour l'investir, je n'ai rien récupéré car la personne qui était sur la liste avant moi n'a pas pu rembourser. Du coup, j'ai perdu mon investissement, et je n'ai rien eu à la fin. Pourtant, j'avais décidé d'essayer car je faisais confiance aux participantes mais j'ai été déçue. C'est pour ça qu'au début, quand on m'a proposé d'épargner, j'ai hésité car je ne voulais pas me retrouver dans une situation identique. »



Photo 4 – source : Marc Veraart

Il apparaît donc que les enjeux de confiance ne se limitent pas aux relations familiales, mais concernent également les relations au sein de la communauté. Une autre participante a ainsi évoqué son expérience du *paluwagan*, lequel constitue une pratique d'épargne informelle aux Philippines fondée sur un système rotatif : un groupe de personnes verse régulièrement une somme fixe dans une cagnotte commune, qui est remise à tour de rôle à chaque membre selon un ordre défini ou tiré au sort. Ce dispositif repose sur la confiance entre participants et fonctionne sans cadre formel. Il se situe entre épargne collective et prêt informel : certains reçoivent une somme avant d'avoir entièrement contribué, tandis que d'autres la perçoivent plus tard, après avoir déjà versé l'ensemble de leurs cotisations.

Impliquée dans ce système, la participante alerte : « J'ai arrêté parce que c'était un chaos, c'est tellement difficile d'avoir accès à ta part. Ils m'ont dit qu'il n'y avait plus rien et je n'ai rien pu faire, j'ai perdu mon

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Propos recueillis lors d'un temps de travail collectif, décembre 2023.

investissement³⁷. » Ce témoignage montre que les formes d'épargne collectives, pourtant fondées sur la solidarité et la confiance mutuelle, peuvent aussi devenir des sources d'insécurité lorsque les règles de gestion manquent de transparence ou lorsque les personnes chargées de les administrer ne sont plus considérées comme fiables.

Une autre participante relate pour sa part son expérience dans une action d'épargne portée par une organisation non gouvernementale proposant également des prêts à faible taux d'intérêt. Elle explique³⁸ :

« Ils nous prêtaient 500 P (7,95 €) par semaine, et au bout d'un certain nombre de mois 12 000 P (191 €), puis 20 000 P (318 €). Nous avons eu des difficultés à rembourser et on a dû utiliser notre argent économisé pour payer les traites, mais cela nous a plongés dans une telle difficulté que nous avons arrêté. Si on avait eu un commerce qui fonctionnait, ça aurait marché mais ce n'était pas le cas. »

Que ce soit à travers le *paluwagan* ou d'autres formes d'épargne collective, notre étude a montré que ces initiatives peuvent parfois poser des difficultés. À l'inverse, lorsque l'épargne est pratiquée de manière individuelle, elle permet de contourner certains problèmes liés aux modèles communautaires fondés sur l'interdépendance, comme l'illustre l'expérience d'Alvina. Il ne s'agit pas ici de rejeter les approches de *community development*, mais les recherches montrent que, dans un contexte de grande pauvreté, ces démarches collaboratives peuvent être fragilisées par le manque de ressources, avec le risque d'exclure les plus démunis.

Les thèmes de la confiance et de la sécurité sont également apparus sous un autre angle au cours de la recherche, en étant réinterprétés à partir des pratiques d'épargne. Comme évoqué précédemment, les participantes développent de nombreuses stratégies pour cacher et protéger leurs économies (creuser un trou, dissimuler l'argent dans un bambou), ou mettent en place des stratégies d'achat-(re)vente auprès de prêteurs sur gages afin de transformer leurs économies en biens matériels, réduisant ainsi le risque de vol. Lors d'une visite en 2023, une épargnante ayant récemment reçu une somme importante à la suite d'un contrat avec la famille d'un défunt a expliqué que son mari lui avait suggéré d'acheter une bague en or pour sécuriser cet argent. Elle a toutefois choisi de déposer ses économies dans le cadre de l'initiative portée par l'organisation. Ainsi, la possibilité d'épargner dans un système encadré par une médiation extérieure a offert aux participantes une alternative plus sûre aux pratiques précaires et ingénieuses qu'elles utilisaient auparavant. La médiation par un acteur extérieur semble ainsi avoir contribué à instaurer un environnement plus sécurisé, permettant de reconfigurer les pratiques d'épargne.

On observe donc que, même lorsque l'épargne est conçue comme un geste individuel, les dimensions familiales et communautaires influencent fortement les conceptions et les pratiques. Cet impact du collectif est également apparu au cours de la recherche, puisque certaines logiques communautaires ont contribué à la diffusion et à la transformation de la pratique de l'épargne. Plusieurs personnes ont d'ailleurs rejoint l'expérience après en avoir entendu parler par des épargnantes. Aujourd'hui, plus de 100 participantes épargnent plus ou moins régulièrement, contre une vingtaine seulement en 2015.

La première participante à l'initiative, Mimi, vit dans une situation de grande précarité. Son fils, dépendant aux amphétamines dès la naissance, participait en 2015 aux programmes d'alphabétisation organisés par l'organisation porteuse, faute de scolarisation. Un autre de ses fils est décédé après avoir été frappé par la police à la suite d'une accusation de vol. Mimi a poursuivi l'épargne pendant deux ans avant de transférer son compte à sa belle-fille, ayant principalement utilisé ses économies pour subvenir aux besoins de ses enfants (éducation, anniversaires, etc.). La majorité des premières participantes, comme Mimi, prenaient également part aux autres activités proposées par l'organisation.

Deux ans plus tard, une vingtaine de nouvelles personnes, qui ne connaissaient pas l'organisation porteuse, ont rejoint l'expérience. La plupart étaient des voisines ou des amies des premières participantes. Par ailleurs, une grande partie des nouvelles épargnantes appartenait à l'Organisation des travailleurs originaires du cimetière Nord (SAMANTAGANOR – Samahan ng mga manggagawa ng taga north cemetery), un groupe d'habitants et d'habitantes visant à représenter la communauté auprès des autorités.

³⁷ Propos recueillis lors d'un entretien, le 15 avril 2024.

³⁸ Propos recueillis lors d'un entretien, 14 décembre 2023.

L'appartenance à cette organisation semble avoir contribué à la diffusion des pratiques d'épargne au sein du cimetière.

Pendant la pandémie, plusieurs nouvelles personnes ont exprimé leur souhait de rejoindre l'initiative, sans que les motivations puissent être clairement établies. Certaines semblaient chercher à participer aux activités de l'organisation porteuse afin d'être inscrites sur la liste des potentiels bénéficiaires d'une aide. D'autres appartenaient à une organisation concurrente de SAMANTAGANOR, l'Association des propriétaires du nord (NHOAI – North Homeowners Association Inc.). Aujourd'hui, environ 30 % des membres de ce groupe continuent à pratiquer activement l'épargne.

Les enquêtes menées dans le cimetière montrent que les dimensions familiales et communautaires influencent fortement les pratiques d'épargne, en les formant autant qu'en les déformant. Les préoccupations principales des épargnantes se cristallisent autour des notions de sécurité et de confiance, et c'est par la médiation d'un tiers extérieur au cimetière, mais présent de manière régulière sur le terrain grâce à une présence hebdomadaire depuis plus de dix ans, que certaines difficultés ont pu être partiellement dépassées. Dans ce contexte, les approches de *community development*, qui mettent l'accent sur l'*empowerment* et la capacitation individuelle, apparaissent limitées face aux contraintes de la grande pauvreté. Le geste régulier d'épargner, dans un environnement marqué par une forte instabilité des revenus liée notamment aux cycles économiques de la Toussaint – période durant laquelle l'activité dans le cimetière est fortement intensifiée – n'a été rendu possible que par cette présence continue de l'organisation porteuse. Cette expérience montre qu'il est possible d'épargner même pour des familles confrontées à une grande précarité, et suggère que l'épargne peut constituer une alternative partielle aux dispositifs de microcrédit, auxquels les ménages les plus pauvres n'ont souvent pas accès.

Plus encore, l'enquête met en évidence que la pratique de l'épargne peut devenir une aide concrète pour certaines participantes dont les moyens de subsistance reposent sur de très faibles investissements – généralement les plus pauvres de la communauté. La pratique dans la durée a également permis l'émergence de nouvelles conceptions de l'argent, plus positives, ouvrant la possibilité de se projeter, même de manière limitée, dans un avenir proche à partir d'objectifs modestes.

L'épargne n'apparaît donc pas seulement comme une pratique ou une stratégie, mais aussi comme un espace de projection vers un avenir partiellement anticipable. Au-delà de la sécurisation matérielle, cette expérience interroge plus largement les modalités par lesquelles des personnes en situation de grande précarité parviennent à restaurer une forme de pouvoir d'agir sur leur propre vie. Elle invite ainsi les SEF à explorer la manière dont des pratiques quotidiennes, même infimes, peuvent agir comme vecteurs de transformation et de réappropriation d'un futur possible.

Bibliographie

- ALLEN, F., DEMIRGUC-KUNT, A., KLAPPER, L. et MARTINEZ PERIA, M. S., 2012, *The Foundations of Financial Inclusion : Understanding Ownership and Use of Formal Accounts*, Washington D.C. : World Bank.
- BANGKO SENTRAL NG PILIPINAS, 2015, *National Strategy for Financial Inclusion*, Manille : Bangko Sentral ng Pilipinas.
- BANGKO SENTRAL NG PILIPINAS, 2021, *2021 National Financial Inclusion Survey*, Manille : Bangko Sentral ng Pilipinas.
- BONNET, F.-X., 2023, « Philippines. Le retour du clan Marcos », in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok : IRASEC, p. 429-440.
- CLAMARA, N., PEÑA, X. et TUESTA, D., 2014, *Factors that Matter for Financial Inclusion : Evidence from Peru*, Working Paper, Madrid : BBVA Research.
- FABROS, R. A., J. IANNI et L. TIGLAO (dir.), 2025, *Faire l'expérience de l'épargne en milieu de grande pauvreté : Sulong, une initiative portée par ATD Quart Monde et un groupe d'habitantes d'un cimetière public à Manille*, Lyon : Chronique Sociale/Ed Quart Monde, 2025.
- GALVANI, P., 2013, « La dimension spirituelle de la formation existentielle », *Pratiques de Formation / Analyses*, n° 64-65, p. 61-78.
- GROS, F., LAFORTUNE, L. et MORISSE, M. (dir.), 2009, *Les écritures en situations professionnelles*, Boisbriand : Presses de l'Université du Québec.
- HOYO MARTÍNEZ, C., PEÑA HIDALGO, X. et TUESTA, D., 2013, *Demand Factors that Influence Financial Inclusion in Mexico : Analysis of the Barriers Based on the ENIF Survey*, Working Paper n° 13/37, Madrid : BBVA Research.
- KUSAKA, W. 2016, *Moral Politics in the Philippines : Inequality, Democracy and the Urban Poor*, Quezon City : Ateneo de Manila University Press.
- KUSAKA, W., 2020, « Duterte's Disciplinary Quarantine : How a Moral Dichotomy was Constructed and Undermined », *Philippine Studies : Historical and Ethnographic Viewpoints*, vol. 68, n° 3, p. 423-442.
- LESOURD, F., 2009, *L'homme en transition : éducation et tournants de vie*, Paris : Anthropos.
- LLANTO, G. M. et ROSELLON, M. A. D., 2017, *What Determines Financial Inclusion in the Philippines ? Evidence from a National Baseline Survey*, PIDS Discussion Paper Series n° 2017-38, Quezon City : Philippine Institute for Development Studies.
- MORISSE, M. et LAFORTUNE, L., 2014, *L'écriture réflexive. Objet de recherche et de professionnalisation*, Québec : Presses universitaires du Québec.
- PESQUEUX, Y., 2012, « L'économie informelle, une bonne 'mauvaise pratique' ? », *Revue française de gestion*, vol. 228-229, n° 9-10, p. 217-229.
- SIMON ABAD, K., 2022, *In Living Memory : Investigating the Informal Settlement in the Manila North Cemetery*, Renée Crown Honors Thesis Project, Syracuse : Syracuse University.
- THOMPSON, M. R., 2022, « Brute Force Governance : Public Approval Despite Policy Failure During the COVID-19 Pandemic in the Philippines », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, vol. 41, n° 3, p. 399-421.



<https://irasec.com>

**Abonnez-vous
à notre newsletter**



**Pour en savoir plus sur les Notes de l'IRASEC
ainsi que sur d'autres informations et ressources concernant l'Asie du Sud-Est,
consultez notre site web (www.irasec.com).**

Vous pouvez également suivre l'actualité de l'IRASEC sur ses réseaux sociaux
(Facebook, LinkedIn, Bluesky et Mastodon),

regarder des débats et des conférences sur notre chaîne YouTube,

et lire nos publications sur la plateforme OpenEdition de l'IRASEC.



Facebook



LinkedIn



Bluesky



Mastodon



Youtube



OpenEdition
Books



Épargne et grande pauvreté

L'expérience des familles du cimetière Nord de Manille, Philippines

Cette Note analyse les pratiques et les conceptions de l'épargne au sein d'une communauté vivant dans la grande pauvreté et ayant pris demeure au cimetière Nord de Manille, aux Philippines. Ancrée dans le champ des sciences de l'éducation et de la formation, elle repose sur une enquête de terrain qualitative fondée sur des entretiens et sur l'analyse des pratiques observées dans le cadre d'un dispositif d'éducation populaire mis en œuvre par le mouvement ATD Quart Monde. Malgré une exclusion bancaire massive, les familles développent des stratégies d'épargne informelles complexes (investissements relationnels, thésaurisation d'objets). L'étude met en évidence comment la participation à un dispositif d'épargne souple et non moralisateur favorise des apprentissages situés, transformant durablement le rapport à l'argent ainsi que les capacités de projection dans l'avenir des participants, au-delà des effets généralement associés aux seules formations budgétaires.

Jérémy Ianni est docteur en Sciences de l'Éducation et de la Formation, chercheur associé à l'IRASEC, et professeur assistant honoraire à l'université de Nottingham en Malaisie. Ses recherches portent sur les apprentissages expérientiels et les transformations des rapports aux savoirs, en particulier dans des contextes de grande pauvreté. Parallèlement à son travail de recherche, il occupe les fonctions de directeur des cours à l'Alliance Française de Kuala Lumpur, après avoir vécu onze ans aux Philippines.